



## Déclaration UNSA - éducation

*CTMESR du lundi 13 mai 2019*

Nous voulons dénoncer et porter à la connaissance de l'ensemble des membres du CTMESR les faits graves qui se sont déroulés le 9 avril dernier à l'Université Paris 8.

Alors qu'ils se rendaient au Comité Technique d'Établissement nos délégué.e.s UNSA, ainsi que des élus d'un autre syndicat, le SGEN, ont été victimes d'agressions verbales et de pressions psychologiques inacceptables. Attendus par un groupe d'une trentaine de personnes particulièrement violentes, ils ont été pris à parti aux cris de « UNSA facho », « UNSA et SGEN les syndicats de la honte », ces insultes et propos diffamatoires s'accompagnant de salut nazi. Des affichages également injurieux vis-à-vis de notre syndicat ont été placardés.

Ces propos et de telles attitudes sont intolérables au sein d'un établissement d'enseignement supérieur et sont d'autant plus inacceptables qu'ils viennent d'une organisation syndicale locale.

- Qu'il y ait des différences d'approches syndicales, voire des conflits, c'est une chose mais que certains se croient autorisés pour les exprimer à recourir à l'insulte et à l'intimidation, en est une autre.
- Outre la bêtise absolue de ce type de réaction, cette violence, ici visiblement très bien préméditée et organisée, doit être sanctionnée et ne saurait trouver aucune excuse.

Le traumatisme vécu est important et n'est pas sans conséquences sur nos collègues. Un sentiment de terreur s'est installé parmi nos élus ce qui ne leur permet pas de de siéger en toute sérénité.

Suite à notre demande la présidence de Paris 8 a envoyé à l'ensemble de la communauté un communiqué dénonçant ces agissements et rappelant chacun à l'ordre. Elle a également reçu une délégation de nos deux syndicats. Nous la remercions de ce soutien. Nous avons lui avons aussi demandé que toutes les mesures soient prises pour protéger et accompagner nos collègues qui ont vécu ce traumatisme.

Les collègues agressés ont porté plainte, nous les appuyons dans cette démarche. Nous demandons que les auteurs de ces faits soient identifiés et que la violence des mots, qui souvent précèdent la violence des poings, soit sanctionnée sans détour et sans faiblesse.

Nous demandons au CTMESR de s'associer à cette demande, nous sollicitons également à la DGRH pour qu'elle diligente une enquête afin de condamner les acteurs de violences qui portent atteinte à l'image de la fonction publique et entachent la réputation de l'Université française.

*Jean-Pascal SIMON, titulaire*

*Martine SAMAMA, suppléante*